A LA UNE

Précarité L'hiver ne fait pas de cadeau

Le froid s'installe en Gironde où plus de 180 000 personnes vivent dans la précarité. Des associations viennent en aide aux sans-abris et tentent d'offrir aux plus démunies un peu de la magie de Noël.

© Florian Gourdin

Kenza Tall, fondatrice et co-présidente de l'association Précarité, distribue des vêtements chauds à des sans-abris, place de la Comédie à Bordeaux.

LES MÉNAGES FRAGILES EN GIRONDE

12,5 %

C'EST LE TAUX DE PAUVRETÉ EN GIRONDE EN 2019. SOIT 202 500 PERSONNES.

Le seuil de pauvreté correspond au revenu minimal au-dessous duquel une personne est considérée comme pauvre. En 2021, il est fixé à 1 063 euros pour une personne seule par mois.

180 000

C'EST LE NOMBRE DE GIRONDIN-ES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

Qu'est-ce que la précarité ? C'est la situation d'instabilité, de fragilité et l'ensemble des risques qui peuvent contribuer à la pauvreté, voire à l'exclusion.

À BORDEAUX, DES BESOINS QUOTIDIENS

de bénéficiaires du Secours populaire par rapport à 2019

30 000

personnes en situation de précarité énergétique à Bordeaux.

18 000

Bordelais-es bénéficient d'une aide de la Banque alimentaire.

Sources : Banque alimentaire Bordeaux 2021, Rapport Secours Populaire 2021, Enquête INSEE 2018 Précarité énergétique à Bordeaux, Enquête INSEE 2019 Précarité Nouvelle-Aquitaine.

Devant l'Opéra de Bordeaux, une dizaine de femmes et d'hommes tirent chacun-e une valise. Elles ne sont pas là pour admirer les décorations qui illuminent les rues de la capitale girondine, mais pour venir en aide aux personnes qui dorment sur ses trottoirs. Chaque lundi soir, à partir de 20 h 30, les bénévoles de l'association Précarité et Les Maraudeurs ravitaillent les sans-abris. Plus de 2 500 sur l'agglomération bordelaise, selon les associations. En cette période de froid quasi hivernal, difficile de les croiser dans les rues gelées. « Ils se cachent », précise Kenza Tall, fondatrice de Précarité. En fait, elles cherchent à se mettre au chaud. Et ce ne sont pas les seules.

L'association vient aussi en aide aux personnes en situation de grande précarité, à la limite du seuil de pauvreté. Pour les soutenir, Précarité apporte des vêtements chauds, des couvertures et des produits d'hygiène. De son côté, Les Maraudeurs fournit de la nourriture. Une soixantaine de personnes reçoit cette aide hebdomadaire, précise Alban Cavnac, responsable de l'association.

Des engagements municipaux discutés

Estelle Morizot, présidente des Maraudeurs du cœur, constate des progrès depuis l'arrivée de Pierre Hurmic à la tête de la municipalité. Une collaboration entre les deux acteurs a permis d'obtenir une subvention inédite de 5 000 €. Maggie, saisonnière depuis dix ans, a bénéficié du système de parrainage mis en place par l'association. Victime de la crise sanitaire, elle a vécu pendant neuf mois sans toit, sans intimité et

sans hygiène de vie convenable. Depuis, elle a retrouvé un logement et s'est reconstruite. Pourtant la municipalité pourrait aller plus loin dans ses engagements, estime Alban Cavnac. Selon lui, la problématique du logement est générale : « il y a 22 000 logements vacants en Gironde selon l'INSEE et l'association DAL (Droit au logement). On pourrait réserver au moins 1 000 places d'accueil pour les précaires. » Le département de la Gironde, quant à lui, en propose 1 576 pour les sans-abris et un service de la Métropole permet de détecter les situations de précarité énergétique dans les logements.

Une alimentation saine à bas prix

Pour les associations, il ne suffit pas d'apporter une aide alimentaire, il faut aussi penser à sa qualité. « Chez nous, on privilégie le fait-maison. Manger sain est devenu une priorité », explique Alban Cavnac. Même son de cloche chez VRAC (Vers un Réseau d'Achats en Commun), qui vend des paniers bio à destination des habitants-es des quartiers prioritaires de la métropole. Dans la petite salle

Estelle Morizot, présidente de l'association Les Maraudeurs du cœur.

© Margot Favier

L'Escalade du quartier Dravemont à Floirac, les bénéficiaires ramènent leurs contenants pour récupérer leur commande : des produits écologiques, sans emballages et majoritairement locaux. Ces distributions alimentaires mensuelles reposent sur un groupement d'achat qui permet de vendre à prix coûtant. Pour en profiter, il suffit aux personnes à faibles revenus d'adhérer à l'association pour 3 € par an. Celles qui en ont les moyens doivent, quant à elles déboursier 30 €. « Certes, les produits sont parfois plus chers qu'à Lidl ou Aldi, mais l'idée est de permettre aux plus précaires de se réapproprier leur alimentation », explique Alicia, chargée de mission chez VRAC. Pour Maëlys, bénéficiaire du dispositif et habitante du quartier, ces distributions sont très intéressantes car elles ont l'avantage d'être abordables et de limiter les déchets. Preuve que les ménages moins aisés peuvent aussi agir pour la planète.

Margot Favier
Florian Gourdin @FlorianGr2610

Elles mettent Noël en boîte

Comment célébrer Noël quand on est précaire ? Des associations bordelaises ont inventé des « kits de Noël » pour offrir la magie des fêtes aux plus démunies.

Au Garage Moderne, près de la Cité du vin, un monticule de boîtes emballées dans du papier cadeau patiente entre les voitures et les pièces de rechange. Elles ont été déposées par des particuliers et contiennent un kit permettant, même un instant, de faire goûter l'esprit des fêtes aux plus pauvres. Élise, coordinatrice de l'aide alimentaire du Garage Moderne, explique que ces boîtes sont composées « d'un petit mot, d'un objet de soin ou d'hygiène, de quelque chose de chaud et de quelque chose à manger. »

Cette initiative originale rejoint celle des Jeunes Maraudeurs, association d'étudiant-es messacais-es. La trésorière explique l'intérêt du format : « en plus de rappeler les emballages des cadeaux de Noël, ces boîtes sont pratiques, tout le monde en a chez soi. Les particuliers peuvent donc les réutiliser pour cette initiative. » Autre projet, autre contenant : les sacs-à-dos de l'association Sakado Bordeaux.

Thierry, son président, précise que « ces sacs de 40 litres permettent aux SDF de transporter leur maison partout. »

Vive le temps solidaire

Si les méthodes diffèrent, l'objectif reste le même : offrir un Noël aux plus précaires. SDF, squatteur-euses ou personnes à faibles revenus, comme chaque année, elles pourront aussi bénéficier des aides traditionnelles de Bordeaux. Entre autres, les Restos du Cœur chaque jour, les distributions de vêtements lors de maraudes ou encore les dons de la Banque alimentaire et du Secours populaire.

Pour l'instant les associations ont reçu peu de dons, mais elles ne sont pas inquiètes. Sophie, responsable de l'épicerie solidaire Epi'Sol, un relais de dons pour les Jeunes Maraudeurs, raconte que « même si on ne compte encore que 12 boîtes, c'est en fait la

© Noëlle Hamez sur Canva

même quantité que l'année dernière à cette même période... » Les dons arrivent surtout à la fin de la collecte : « l'année dernière, on a fini avec une quarantaine de boîtes de Noël. » Même constat pour le Garage Moderne et

Sakado : si les dons sont timides au début, les Bordelais-es finissent toujours par se mobiliser pour offrir aux démunies de quoi réveiller.

Noëlle Hamez @HamezNoelle

ET AUSSI

DES TATOUAGES QUI PERDENT DE LA COULEUR

VIN : ŒNOLOGUES D'UN DOMAINE À L'AUTRE

LA PRIMAIRE POPULAIRE MOTIVE SES JEUNES TROUPES

EN BREF

Plan Blanc au CHU de Bordeaux

L'hôpital de Bordeaux a déclenché hier le niveau 2 du Plan Blanc. Toutes les opérations à caractère non urgent sont reportées et des lits de réanimation vont être ouverts. Le CHU rejoint d'autres hôpitaux qui ont adopté récemment ce plan.

À Bègles, La Poste attend vos cadeaux

Le centre de tri de La Poste de Bègles est prêt pour le pic de Noël. À partir du 13 décembre, les réceptions et les expéditions vont s'intensifier. On s'attend à plus de 260 000 colis pour la seule journée du 14.

Deux nouveaux centres de vaccination ont ouvert

Un centre de vaccination ponctuel et sans rendez-vous s'installe à la maison des associations de Mérignac aujourd'hui. L'objectif est de répondre à la forte demande liée à la troisième dose. Hier, un autre a ouvert dans le centre commercial Mériaeck à Bordeaux. Seul le vaccin Moderna, déconseillé aux moins de 30 ans, y est disponible.

VIN Winemakers, conseils grand cru

Acteur·ices influent·es du marché du vin, les winemakers, ces œnologues consultant·es, sont à l'honneur de Bordeaux Tasting ce week-end. Antoine Médeville, qui conseille depuis 25 ans dans le bordelais et à l'étranger, explique l'influence grandissante de son métier et l'importance de rester fidèle aux identités des terroirs.

« Imprimatur » : Dans quelles étapes de la production du vin intervenez-vous ?

Antoine Médeville : Nous pouvons intervenir à toutes les étapes. Nous conseillons sur l'entretien de la vigne, sur les dates de vendange et, bien sûr, sur les procédés de vinification. C'est une collaboration avec le propriétaire pour réussir à faire le vin qu'il souhaite. L'objectif est qu'il s'approprie sa production. Nous faisons en sorte qu'il se retrouve dans son vin.

Quel rapport entretenez-vous avec ces vins dont vous n'êtes pas le propriétaire ?

J'ai parfois plus d'affinités avec certains vins, pour diverses raisons, mais je m'investis pleinement dans chaque production que je conseille. Aucune situation ne ressemble à une autre. Le sol, le climat, les parcelles, les souhaits du propriétaire aussi... Chaque détail compte et rend la production singulière.

Quel intérêt pour un·e propriétaire de faire appel à un·e winemaker qui peut aussi travailler avec la concurrence ?

C'est avant tout une question d'économies. Engager un œnologue propre au domaine coûte cher et tous n'ont pas les moyens. C'est aussi dans un souci de qualité. Dans le contexte de concurrence actuel il n'y a pas le droit à l'erreur. Il faut exploiter au maximum le potentiel de la vigne. C'est là que nous intervenons pour leur apporter notre expérience et notre vision plus globale des appellations sur

un millésime. Si un propriétaire me dit qu'il en est à sa cinquantième cuvée, je lui réponds que j'en fais presque autant en une année (rires).

Être originaire de Bordeaux vous donne-t-il un avantage concurrentiel ?

Certainement. Malgré toutes les critiques faites au vignoble bordelais, il reste un gage de grande qualité à travers le monde. C'est une référence qui trouve de l'écho où que vous soyez.

Depuis 20 ans, la place des consultant·es gagne en importance. Cela peut-il conduire à une uniformisation des vins ?

C'est un risque mais pas si le travail est respectueux de l'identité des domaines et des terroirs. En se rendant sur les exploitations, en allant voir les vignes, en écoutant le propriétaire, on fabrique forcément un vin original et unique.

En multipliant les client·es, les winemakers ne risquent-elles pas de faire passer la qualité du vin au second plan ?

Il faut veiller à ce que les consultants restent investis dans la production. Le terrain est indispensable. Ils doivent connaître leurs vins. Ce ne doit pas être du conseil industriel.

Louis Laurent @louislaurent

BORDEAUX TASTING
Samedi 11 et dimanche 12 décembre
Palais de la Bourse de Bordeaux
Pass 1 jour : 25 €

Antoine Médeville (au centre) présentera les vins qu'il produit avec ses collaborateurs lors de Bordeaux Tasting ce week-end.

SOCIÉTÉ Le tatouage fait grise mine

Une nouvelle réglementation européenne interdisant l'utilisation de certaines couleurs dès janvier 2022 inquiète les tatoueur·euses, qui s'organisent pour faire perdurer leur créativité. Enquête à Bordeaux.

« J'espère qu'ils ne vont pas interdire le tatouage purement et simplement. Il n'y aura plus que des clandestins. Et j'en ferai partie. »

Manu est tatoueur à Mont-de-Marsan, au sein du salon Ocean Tattoo. Il craint l'entrée du monde du tatouage dans la clandestinité dès janvier prochain.

L'ensemble de la profession fait face à de nouvelles réglementations européennes qui ciblent des pigments essentiels à la production de couleurs phares. À la rentrée, 25 pigments seront soumis à des restrictions, parmi lesquels des rouges, orange et jaunes. Ils seront rejoints en 2023 par deux autres : un bleu et un vert présents

POLITIQUE Primaire populaire « Je veux changer les choses »

Pauline Régnier et Théo Perzo militant depuis mai 2021 au sein de la Primaire populaire.

© Sylvain Mesplou

Alors que seulement trois candidat·es sur dix ont accepté de participer à la Primaire populaire, les jeunes continuent de se mobiliser pour faire vivre ce mouvement citoyen. Rencontre avec Théo Perzo, 23 ans, et Pauline Régnier, 21 ans, militant·es à Bordeaux.

« Je n'ai jamais voté et je me sentais déjà impuissante face à la présidentielle de 2022. »

Pauline est étudiante en école d'ingénieur agronome à Bordeaux. Depuis mai 2021, avec son camarade Théo, elles font partie de la soixantaine de bénévoles gironnais de la Primaire populaire. Leur objectif est d'inscrire un maximum d'électeur·ices à l'investiture de janvier 2022. Selon Pauline, le combat consiste aujourd'hui à contrer l'extrême-droite. Pour cela il faut être nombreux·ses et engagé·es afin de gagner en légitimité.

Côté candidat·es, les têtes d'affiche refusent de se soumettre à ce vote citoyen. Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et Anne Hidalgo ont déjà fait savoir qu'elles renonceraient à participer à cette primaire. Seul.e Anna Agueb-Porterie (militante associative), Pierre Larrourou (député européen) et Charlotte Marchandise (ancienne élue locale et autrice) joueront le jeu.

Revendications de la société civile

Si elles se sont engagé·es, c'est pour rassembler la gauche et porter les valeurs de l'écologie, de la démocratie et de la justice sociale. Elles ont été séduites par le caractère citoyen de cette initiative hors

partis qui entend mettre en avant les revendications de la société civile.

« Je n'ai pas envie de voter par dépit et d'être spectatrice de la vie politique. Je veux changer les choses. » Pour Pauline, il n'y a pas de petites victoires, surtout dans un processus qui peine à décoller. Sur le campus de l'Université Bordeaux Montaigne, elle redouble d'énergie pour récolter le plus de signatures possible, et son entêtement porte ses fruits. « Avec une copine, nous avons réussi à faire signer trente personnes en 45 minutes récemment. C'est énorme. »

« Les gens sont très réceptifs »

Théo ne cache pas son enthousiasme non plus : « quand j'ai commencé à militer il n'y avait que 20 000 inscrits à la primaire. Depuis, ce nombre a été multiplié par dix. » L'action de ces jeunes militant·es reçoit pour le moment un écho favorable. Leur message porté par un mouvement citoyen non partisan se révèle très fédérateur. « Sur le terrain les gens sont très réceptifs. Lors de sessions de recrutements, ils acceptent de s'inscrire dans un mouvement qu'ils ne connaissent pourtant pas. » Reste à convaincre dans les sphères politiques. Avec seulement trois candidat·es déclaré·es sur les dix

La Primaire populaire, késako ?

Mars 2021 :
Création de l'association 2022 ou jamais qui deviendra la Primaire populaire.

Printemps 2021 :
Rédaction d'un socle commun qui comprend les dix propositions phares pour « une république écologique, démocratique et sociale ».

Novembre 2021 :
200 000 personnes inscrites à la Primaire populaire.

25 novembre 2021 :
Des militant·es font un sit-in devant l'Hôtel de ville de Bordeaux pour réclamer une union de la gauche.

27 au 30 janvier 2022 :
Un vote au jugement majoritaire aura lieu pour élire la ou le candidat·e parmi les dix personnes considérées les plus légitimes à concourir.

investi·es par la Primaire populaire, le vote n'aura, sans doute, qu'une portée symbolique. « Peu importe, tempère Théo. Le mouvement est désormais en marche et permettra de faire le poids lors de manifestations contre l'extrême-droite et contre certaines mesures gouvernementales. »

Marthe Gallais @GallaisMarthe
Ana Hadj-Rabah @ana_hadjrabah

dans de nombreuses nuances de couleurs. Ces décisions suivent le principe de précaution appliqué par l'Agence européenne des produits chimiques qui pointe du doigt des risques « cancérigènes, mutagènes ou toxiques. »

La peur de se retrouver dans l'illégalité

« J'ai un style illustratif. Je ne l'ai pas défini sur une palette restreinte. J'ai plus d'une centaine de bouteilles d'encre dans mon shop. » Madeleine est tatoueuse depuis quatre ans. Elle exerce à l'Ornithorynque Tattoo, à Bordeaux. Auparavant elle était serveuse dans un Starbucks. La couleur, elle n'utilise que ça et craint que ces règles ne l'empêchent de pratiquer le métier qu'elle aime.

Avec les nouvelles conditions, obtenir des encres de couleur deviendra, à terme, impossible en Union européenne. Si certain·es tatoueur·euses comptent fermer boutique, la majorité s'organise pour perdurer. « On trouvera toujours des solutions pour se fournir. Mais c'est la porte ouverte à toutes les dérives. Certains utiliseront des encres dites « à dessin », moins contrôlées que celles destinées au corps », s'inquiète Madeleine.

Tatouage tout en couleur, œuvre de Madeleine, tatoueuse bordelaise.

© madeleine_inked

D'autres éviteront à l'avenir de se déclarer auprès de l'ARS (Agence Régionale de Santé) pour contourner les inspections. Au risque de se retrouver dans l'illégalité. Pour Manu, la réglementation européenne va surtout entraîner une « prolifération de tatoueurs clandestins qui travaillent avec des encres achetées sur des plateformes non reconnues. »

« Il faudra qu'on s'adapte »

Des encres ne comprenant pas les substances incriminées sont en cours de développement. Sur ce point, Manu est confiant. « J'attends les nouveaux produits. Il faudra qu'on s'adapte

pour que le rendu soit aussi bon qu'aujourd'hui. On espère que ce seront des produits avec les mêmes propriétés. » Des initiatives sont déjà bien avancées. À Grenoble, par exemple, Golden Brown, tatoueur bien installé, met au point une encre conforme aux nouvelles directives, en collaboration avec un chimiste. Pour Madeleine, cesser son activité n'est pas envisageable. « Les gens viennent me voir quand ils ont un projet couleur. Je ne peux pas continuer si je n'en fais plus. Je ne veux pas retourner au Starbucks. »

Shan Cousineau @ShanSunjy